

Vers un début des négociations en fin de semaine ?

- Le scénario d'une majorité wallonne se précise.
- Avec MR et CDH, voire Ecolo, négociant dans quelques jours.
- Au menu, la gouvernance et aussi le socio-économique.

Un tournant cette semaine ? Qui sait... En temps de crise, chaque mot compte. Après avoir organisé un « dialogue » la semaine dernière avec le MR, Ecolo et finalement Défi, le CDH passe dès ce mardi à une phase d'« analyse approfondie ». En commençant par le président libéral Olivier Chastel, premier invité de Benoît Lutgen ce mardi. Analyse approfondie ? On n'est pas loin d'un début de négociations, là...

Le poids des mots ? Il est à trouver aussi dans la déclaration, lundi, de la coprésidente d'Ecolo, Zakia Khattabi : « *Le PS dans l'opposition, c'est sans doute une mesure de salubrité publique.* ». Du côté centriste, on y voit « la » phrase clef du jour... Reprenons.

Une accélération ?

Au MR, d'aucuns jouent la prudence, font passer l'idée que certains obstacles sont insurmontables, voire plaident pour qu'on laisse les responsables du nouveau chaos politique s'enliser. Mais tout cela ne parvient pas à masquer une vraie tendance libérale : l'envie de monter dans un attelage wallon avec le CDH (au moins). « *Certains font courir le bruit qu'il n'y a que Jean-Luc Crucke qui veut y aller, mais ce n'est pas vrai.* », glisse un bleu.

Lundi, le « petit bureau » du parti s'est réuni et ce qui en ressort est, apparemment, de « *donner un coup d'accélérateur sur la Wallonie.* ». Le niveau wallon est la priorité du MR, on l'a déjà écrit ici, et cela se confirme au fil des contacts. « *Politiquement, nous expliquent-on, car c'est un enjeu de taille et qu'à Bruxelles, c'est le foutoir. Stratégiquement, car la Wallonie pourrait servir de levier ailleurs.* »

Différents réformateurs se sont d'ailleurs avancés ces derniers jours. Samedi, Gérard Deprez a ainsi poussé son parti à oser la négociation avec le CDH. Olivier Chastel lui-même, lundi sur *BelRTL*, a exclu toute discussion avec le PS, privilégiant « *l'appel au dialogue* » lancé par Lutgen sans exclure Ecolo et Défi. Même si le parti d'Olivier Maingain agace chez les bleus, où un nouvel élément de langage se fait jour : c'est Défi que le MR décrit désormais comme scotché au PS... Et c'est peu dire que Défi irrite au CDH aussi, qui s'en est d'ailleurs pris lundi à Maingain, pour défendre Joëlle Milquet (que Défi veut écarter).

A suivre tout ce qui précède, on se dit qu'une accélération du tempo et une annonce prochaine d'un début des négociations MR-CDH, voire MR-CDH-Ecolo pour la Région wallonne est plausible.

Pour autant que la réunion – décisive ? – entre Lutgen et Chastel ce mardi se révèle aussi positive que souhaitée. Un indice ? Lundi matin, Olivier Chastel disait aussi : « *J'espère que nous trouverons une solution rapidement.* » Un proche de la présidence confirme : « *Si cette réunion fait émerger suffisamment de points de convergence, il est possible qu'on passe rapidement dans une phase de négociation, pour la majorité en Wallonie.* ». Mais : « *Nous n'avons pas la main. On verra avec qui le CDH veut avancer.* »

Voilà l'enjeu économique

Dans ce scénario, la gouvernance ne sera plus seule sur la table. Car si Ecolo en fait un préalable, les libéraux veulent discuter parallèlement des dossiers socio-économiques. Ils le répètent à l'envi : s'ils

montent dans l'attelage wallon, ce n'est pas simplement pour remplacer le PS mais pour imprimer leur marque bleue sur ces dossiers, qui constituent leur core business. Bien sûr, en un an et demi, ils ne pourront pas réaliser toutes leurs ambitions. Voilà pourquoi le parti a planché sur quelques priorités (comme la suppression de la radio-télé redevance, voire celle des provinces), sur lesquelles il pourrait engranger et communiquer positivement face à l'électeur en 2019. « *Nous avons besoin de deux trois mesures fortes et de faire une bonne com'.* »

Au CDH, où le bureau politique se réunissait aussi lundi, chacun mesure la délicatesse de la situation. En espérant ne pas devoir rester au milieu du gué trop longtemps... Mais l'on glisse ici aussi que les discussions devront porter, outre la gouvernance, sur « *trois quatre thèmes déterminants* », comme « *l'emploi, l'environnement, l'énergie...* ». Preuve, s'il en est, que Lutgen n'a pas renoncé à impliquer les écolos « *pour donner une chance à des majorités les plus stables et les plus cohérentes possibles.* ». « *Notre thèse, c'est de dissocier les négociations sur la gouvernance et sur la formation des majorités*, explique au contraire Zakia Khattabi (Ecolo). *Mais pour Olivier Chastel, ce n'est pas aussi clair. Lors de notre rencontre, il a d'ailleurs abordé l'opportunité de négocier sur les majorités.* »

Le double trophée Ecolo

La semaine s'annonce déterminante pour Ecolo également. Après avoir rencontré Benoît Lutgen la semaine passée,

les verts ont exposé leur liste de 17 mesures sur la gouvernance à Olivier Chastel. « *Il y a 15 mesures sur lesquelles nous pouvons aboutir à un accord* », estime Khattabi qui parle d'une rencontre menée « *dans un climat de confiance* ». Les deux points sur lesquels le MR cale concernent le décumul – le MR veut autoriser le cumul député-bourgmestre ou échevin dans les villes de moins de 50.000 habitants – et la prise en compte des revenus privés pour la limitation des rémunérations à 100 % de l'indemnité parlementaire. « *C'est un peu incompréhensible vu l'actualité et le Kazakhgate.* »

Et c'est sans doute là un des éléments importants de la journée : Ecolo engrange des soutiens sur la gouvernance. De son côté, le MR a avancé ses revendications en la matière : la clarification des compétences des bourgmestres empêchés et la suppression de l'effet dévolutif de la case de tête pour tous les scrutins. Un

tel. « *Il y a 15 mesures sur lesquelles nous pouvons aboutir à un accord* », estime Khattabi qui parle d'une rencontre menée « *dans un climat de confiance* ». Les deux points sur lesquels le MR cale concernent le cumul – le MR veut autoriser le cumul député-bourgmestre ou échevin dans les villes de moins de 50.000 habitants – et la prise en compte des revenus privés pour la limitation des rémunérations à 100 % de l'indemnité parlementaire. « *C'est un peu incompréhensible vu l'actualité et le Kazakhgate.* »

Et c'est sans doute là un des éléments importants de la journée : Ecolo engrange des soutiens sur la gouvernance. De son côté, le MR a avancé ses revendications en la matière : la clarification des compétences des bourgmestres empêchés et la suppression de l'effet dévolutif de la case de tête pour tous les scrutins. Un

dernier point qui n'agréa guère les verts.

Les positions entre bleus et verts ne semblent donc pas si éloignées. Et un accord sur la gouvernance pourrait offrir l'opportunité à Ecolo de rester dans l'opposition en Wallonie. Car s'allier au MR et au CDH amènerait sur le tapis la question du Ceta, contre lequel les verts restent mobilisés. Mais il se dit qu'en cas de participation, Ecolo pourrait exiger un « *trophée* » sur l'environnement en sus. Pour l'heure, le leitmotiv vert n'a pas bougé : pas de marchandage et pas question de parler de majorité sans accord sur la gouvernance. « *Mercredi, nous rencontrons Défi et le PS, conclut Khattabi. Puis nous ferons le point pour voir quelles mesures accueillent quel soutien.* » ■

BERNARD DEMONTY
MARTINE DUBUISSON
PASCAL LORENT

Samusocial La commission d'enquête démarre par un premier couac avec l'ex-présidente du CPAS Pascale Peraïta

C'est historique : ce mardi commencera la toute première commission d'enquête du parlement bruxellois. L'assemblée s'est dépêchée de voter les textes légaux en urgence pour mettre cet outil sur pied, à la suite du scandale suscité par le montant des jetons de présence perçus par le désormais ex-bourgmestre PS de Bruxelles, Yvan Mayeur, et l'ancienne présidente du CPAS, Pascale Peraïta. Le conseil communal de la Ville de Bruxelles a acté, ce lundi, les démissions du duo contesté.

Pascale Peraïta a donné le ton avant même que les travaux débutent : elle a fait savoir, via son avocat, qu'elle se présenterait au parlement (elle y est obligée puisque cette commission a le pouvoir d'un juge d'instruction) mais qu'elle ne répondrait pas aux questions. La socialiste fait valoir son « droit au silence » et annonce son intention de réserver ses réponses aux autorités judiciaires (le parquet a ouvert une instruction judiciaire). Dans la majorité et

dans l'opposition bruxelloise, tout le monde a été surpris. Le député Ecolo Alain Maron crie au « sabotage » du travail de la commission et juge que l'audition de Pascale Peraïta est essentielle pour faire toute la lumière... Le bureau a sol-

licité des experts pour un avis juridique.

En attendant de connaître le fin mot de l'histoire, voici les trois grands enjeux de cette commission.

1 La gestion interne de l'ASBL

C'est le cœur du débat : les députés devront comprendre comment l'ASBL a pu mettre en place un tel système de jetons de présence, en échappant en grande partie au contrôle de la Région bruxelloise.

Pour rappel, Yvan Mayeur et Pascale Peraïta ont perçu, pendant plusieurs années, plus de la moitié du budget des jetons réservés aux administrateurs (par exemple, en 2016, ils ont touché 33.880 euros à deux, sur un total de 59.920 euros...). Et cela alors qu'il n'y a aucune preuve, à ce stade, de la tenue effective des réunions.

Il faudra également faire la lumière sur l'affectation des dons et sur l'organisation de l'association. Pour y parvenir, les commissaires exigent un accès à la comptabilité analytique de l'ASBL. Le CDH a l'intention d'en savoir plus sur la gestion financière du Samusocial. « Il y a beaucoup de questions qui se posent sur les retards envers l'ONSS, sur les dettes et sur la tenue de la caisse », observe Benoît

Cerexhe (CDH).

2 La gestion externe de l'ASBL et les responsabilités politiques.

L'autre grand chantier est le suivant : il s'agit de comprendre comment un tel système a pu se mettre en place – le ministre-président Rudi Vervoort (PS) a parlé d'« ingénierie » –, sans contrôle approfondi de la Région bruxelloise. En commission des Affaires sociales, la ministre CDH Céline Fremault a résumé les difficultés rencontrées par le gouvernement avec une phrase : « Yvan Mayeur m'a

dit que la Région ne mettrait jamais un pied au Samusocial. »

Pour l'opposition MR et Ecolo, qui a déjà pointé le rôle de l'exécutif bruxellois, il faut établir les responsabilités politiques des uns et des autres. La majorité est partante, à condition qu'on remonte à la présidente législature, lorsque la ministre de tutelle était... l'Ecolo Evelyne Huytebroeck. Le rapport des commissaires a démontré que des jetons de présence ont été versés dès 2008.

« C'est un débat à avoir, mais sans tomber dans les querelles politiciennes », prévient Michel Colson (Défi). Ce dernier insiste aussi pour que le bureau mette en place une organisation précise, histoire d'éviter l'engluement.

3 Le futur de l'ASBL. Après les auditions et les débats, des recommandations seront préparées (avec un objectif de publication à la rentrée parlementaire, en septembre-octobre 2017). Il ne fait aucun doute qu'un volet sera consacré à l'évolution de cette ASBL privée. Une majorité semble se dégager aujourd'hui pour faire du Samusocial un véritable outil régional. Il faudra encore préciser les modalités de ce changement.

Les verts veulent profiter de l'occasion pour réfléchir à la place qu'occupera, à l'avenir, le Samu dans la politique de lutte contre le sans-abrisme. « Il faut comprendre comment le Samusocial a pu cadencier la politique dans ce secteur, au détriment d'autres acteurs qui mettent en place des solutions plus structurelles », observe Alain Maron.

Ce mardi, les députés interrogeront les deux commissaires gouvernementaux. Les deux femmes, Tina Martens et Sandrine Cnape-linckx, ont déjà réalisé un exposé il y a quinze jours, mais elles n'ont pas directement répondu aux questions. Les deux invités permanents du gouvernement au sein du conseil d'administration du Samusocial seront également entendus : il s'agit de Wilbert Stoefs et de Stéphane Vanommeslaeghe. ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

EN PRATIQUE

Composition : 15 membres effectifs

La commission d'enquête sur le Samusocial sera présidée par un VLD : le député uclois Stefan Cornelis. Dans les rangs de la commission, on trouve : pour le PS, Ridouane Chahid, Caroline Désir, Nadia El Yousfi, Véronique Jamoulle, Simone Susskind ; pour le CDH, Benoît Cerexhe ; pour Défi, Michel Colson et Emmanuel De Bock. Côté opposition, le MR sera représenté par Olivier de Clippele, Vincent De Wolf et Viviane Teitelbaum, et Ecolo par Alain Maron. Dans les rangs néerlandophones, siégeront, outre Stefan Cornelis, Hannelore Goeman pour le SP.A et Arnaud Verstraete pour Groen. Quatre partis minoritaires ont des membres avec voix consultative : la N-VA (Liesbet Dhaene), le CD&V (Paul Delva), le Vlaams Belang (Dominiek Lootens-Stael) et le PTB (Mathilde El Bakri). Il y a trois vice-présidents : Vincent De Wolf, Benoît Cerexhe, et Arnaud Verstraete.

Timing : un rapport complet à la rentrée

Cette commission d'enquête est un événement en soi en Région bruxelloise mais son timing est encore plus surprenant : elle se met en place moins d'un mois avant le début des congés parlementaires (le 21 juillet). L'objectif est donc de travailler avec un rythme soutenu jusqu'à cette date, pour aboutir à un rapport à la rentrée, en septembre ou en octobre. Le bureau souhaite organiser, si possible, plusieurs réunions par semaine, mais cela n'est pas toujours évident car d'autres textes doivent absolument être votés d'ici fin juillet. Cette semaine, la réforme du Code d'aménagement du territoire et celle du bail sont au programme, en plus de la séance plénière de vendredi... Il n'y a donc qu'une séance de commission d'enquête programmée pour le moment.

A.-C.B.

GOUVERNANCE**Josy Dubié
(ex-Ecolo) :
« Pendant dix ans,
mes attachés
parlementaires
étaient au parti,
sauf un mi-temps »**

Josy Dubié fut, pendant dix ans, une figure d'Ecolo, comme sénateur et député bruxellois. En 2010, il claqua la porte du parti, après un conflit sur un thème international (lié au Brésil). Aujourd'hui, dans le contexte de crise de gouvernance que l'on connaît, il continue de penser qu'« Ecolo est certainement plus blanc que les autres partis ». Mais il profite tout de même des débats actuels, en Belgique et en France, pour enjoindre à son parti de « revoir quelques petites choses... » Car lorsqu'il était sénateur, il devait céder quasi tous ses attachés parlementaires au parti...

Ecolo, aussi, a quelques mauvaises pratiques ?
Je ne veux pas jeter le bébé avec l'eau du bain, ni mettre tous les partis dans le même sac. Ecolo est certainement le parti traditionnel qui a le moins à se reprocher. Mais quand je vois qu'en France, François Bayrou a été obligé de démissionner pour des emplois fictifs, je me souviens que j'ai connu ce genre de situation durant dix ans.

C'est-à-dire ?

Quand j'ai été élu sénateur en 1999, j'ai aussi été désigné président de la commission Justice, vice-président des commissions Affaires étrangères et Défense et questeur. J'avais dès lors droit, selon le règlement du Sénat, à 2 ou 3 collaborateurs à temps plein. Mais le parti m'a dit : "non, ce n'est pas comme ça que ça marche ; tu as droit à un collaborateur à mi-temps, le reste est pour le parti". J'ai donc été obligé de signer des contrats pour des collaborateurs du parti que je n'ai jamais vus ! Et cela valait pour tous les parlementaires. Si ça, ce ne sont pas des emplois fictifs... Je ne sais pas si c'est toujours le cas aujourd'hui et si cela se pratique dans les autres partis, mais tant qu'à nettoyer les écuries, que l'on corrige ça, car c'est de l'argent public qui sert à payer des collaborateurs de parti. C'est effectivement ce qu'Ecolo appelle « mutualiser les moyens »...

Je veux bien, mais pendant ces dix ans, je n'ai jamais eu de retour de qui que ce soit. Je travaillais avec un collaborateur mi-temps, c'est tout. J'aurais pu faire plus avec davantage de collaborateurs. Et en 1999 je débutais, j'ai donc ramé avec un attaché à mi-temps.

Donc, vous suggérez à Ecolo d'en finir avec ce système ?

Je ne sais pas si c'est légal, mais ça me semble bizarre. Je suggère que les collaborateurs soient attribués aux personnes auxquelles ils doivent l'être. Profitons de la situation pour mettre les choses au point. Les verts sont plus blancs que les autres, mais quelques petites choses sont à revoir.

MARTINE DUBUISSON

**« Renouveau politique » :
fin des travaux...**

Ce mardi, nous confirme son président Brecht Vermeulen (N-VA), le groupe de travail « Renouveau politique » de la Chambre tiendra sa dernière réunion. Un tableau récapitulatif des discussions, accords et désaccords sera remis aux députés, en vue du rapport final qui devrait être finalisé d'ici une douzaine ou une quinzaine de jours, avant d'être envoyé en commission de l'Intérieur. Il était convenu que le groupe de travail décide par consensus ; sinon, les sujets litigieux seraient renvoyés dans les commissions concernées. Et le président nous le confie après ses rencontres bilatérales avec les différents groupes : sur le décumul des mandats, aucun consensus n'a pu être trouvé, même pas au sein de la majorité suédoise, où « trois positions différentes sont défendues par quatre partis ».

**... et accord de majorité
sur le président de la Chambre**

Par contre, sur le statut et la rémunération du président de la Chambre, Brecht Vermeulen nous indique qu'un accord de majorité a été atteint : « Le salaire sera celui du Premier ministre plus un euro maximum. Et il y aura une limitation des fonctions annexes qu'il pourra exercer, pour qu'il puisse être disponible à 100 % pour la Chambre. Mais cette limitation ne sera pas imposée par la loi. » Un accord uniquement au sein de la majorité, voilà qui ne devrait pas plaire aux partis d'opposition... On peut s'attendre à une réaction courroucée d'Ecolo notamment. Brecht Vermeulen espère que les textes issus du groupe de travail pourront être abordés dès la rentrée parlementaire dans les différentes commissions concernées ou en bureau de la Chambre. (Ma.D.)

D'un trahi à l'autre

Le Montois Georges-Louis Bouchez (MR) le raconte dans *SudPresse* : le 19 juin, lorsqu'il a pris connaissance de l'initiative de Benoît Lutgen, il a immédiatement envoyé un message à Elio Di Rupo (PS), son bourgmestre et meilleur ennemi. Le texto disait : « Je sais ce que c'est. La trahison fait toujours mal, mais je vous souhaite bien du courage. » Référence aux propres déboires du libéral dans sa ville où le président du PS l'a éjecté du collège. Il n'y a pas eu de réponse. (E.D.)

Le Gerfa y va de ses mesures

La gouvernance, c'est l'affaire de tous. Et donc du Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative (Gerfa). Celui-ci a donc émis une liste de dix mesures destinées à assainir la vie publique. En vrac, le Gerfa veut réduire le nombre de ministres (en favorisant les doubles casquettes Fédération Wallonie-Bruxelles et Régions) et le nombre de cabinets (25 membres maximum par cabinet), interdire le cumul ministre-bourgmestre et le paiement de rémunérations publiques à des personnes morales, baisser le nombre d'échevins dans les villes moyennes et grandes, revoir le fonctionnement des provinces et la rémunération des députés provinciaux (en interdisant le cumul avec un mandat dans une ASBL provinciale). Le collectif souhaite également la création d'un « Sello régional » (pour le recrutement des pouvoirs locaux) et d'une chambre des comptes régionale (pour contrôler les finances de ces niveaux de pouvoir et des ASBL subventionnées). (P.Lt)